

Défis et recommandations
issues du projet
Opportunities : Mauritanie

Samba Yatera



opportunities

for a fair narrative on migration



opportunities

for a fair narrative on migration



Horizon 2020
European Union Funding
for Research & Innovation

DISCLAIMER This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research & Innovation program under Grant Agreement no. 101004945. The information in this deliverable reflects only the authors' views and the European Union is not liable for any use that may be made of the information contained therein.

DISSEMINATION LEVEL: Public

Project: OPPORTUNITIES- Crises as Opportunities: towards a Level Telling Field on Migration and a New Narrative of Successful Integration

GA: 101004945

Call: H2020-SC6-MIGRATION-2020

Type of action: RIA

1. Résumé

La Mauritanie, autrefois perçue essentiellement comme un pays de transit, est aujourd'hui un espace complexe à la croisée des dynamiques migratoires, jouant simultanément le rôle de pays d'accueil, de transit et de départ. Face à ces mutations, les autorités mauritaniennes ont entrepris d'élaborer des stratégies adaptées pour gérer ces flux et promouvoir l'intégration des populations migrantes. La mise en œuvre du projet Opportunities s'inscrit dans ce contexte.

Après avoir réalisé des entretiens avec un panel de notre public cible, puis avec des parties prenantes, l'équipe projet en Mauritanie a retranscrit et transformé en récits l'ensemble des témoignages recueillis. Ces récits ont été anonymisés afin de servir d'outil pour la troisième étape du projet, les « CrossTalks ». Cette phase de Crosstalk visait à répondre aux deux défis importants identifiés :

- 1) Développer une information auprès du public, des acteurs institutionnels et associatifs, pour les sensibiliser sur la situation des immigrés et favoriser l'émergence de cadre de concertations sur cette question ;
- 2) Renforcer les capacités d'agir des organisations de la société civile.

L'enjeu principal de la phase de dialogue est de trouver les leviers nécessaires pour que les propositions et réflexions issues de ces rencontres soient entendues et prises en compte par les acteurs de politiques publiques et la société civile. Parmi les leviers identifiés :

- Développer un débat inclusif sur les questions migratoires
- Promouvoir une information objective
- Donner la parole aux migrants eux-mêmes
- Impliquer tous les acteurs : élus, société civile, et citoyens
- Encourager les médias à jouer un rôle clé pour déconstruire les stéréotypes et présenter des récits positifs
- Permettre aux personnes de s'intégrer pleinement à la vie de la commune
- Renforcer la coopération entre les différents acteurs : autorités locales, État, société civile et partenaires internationaux
- Aider les organisations à se doter de moyens techniques & financiers pour agir
- Proposer de la formation aux responsables associatifs au niveau de la gestion, du plaidoyer et de la gouvernance et essaimer les initiatives de certaines collectivités territoriales
- Inciter les ONG à intégrer les associées locales dans toutes les actions liées au renforcement de la société civile.



2. Contexte

La Mauritanie, autrefois perçue essentiellement comme un pays de transit, est aujourd'hui un espace complexe à la croisée des dynamiques migratoires, jouant simultanément le rôle de pays d'accueil, de transit et de départ. Face à ces mutations, les autorités mauritaniennes ont entrepris d'élaborer des stratégies adaptées pour gérer ces flux et promouvoir l'intégration des populations migrantes.

En 2013, le pays s'est doté d'une **Stratégie Nationale de Gestion de la Migration**, un cadre ambitieux visant à encadrer les mouvements migratoires, garantir la protection des droits fondamentaux des migrants et valoriser leur contribution au développement national. Cette stratégie s'articule autour de plusieurs axes : une meilleure gestion des frontières, une lutte accrue contre la migration irrégulière, une attention particulière aux populations migrantes vulnérables, et un soutien à leur intégration socio-économique. Dans ce contexte, des partenariats internationaux ont été conclus pour renforcer les capacités nationales en matière de gestion migratoire. En mars 2024, l'Union européenne et la Mauritanie ont signé une déclaration de partenariat axée sur la lutte contre la migration irrégulière, accompagnée d'un financement de 210 millions d'euros destiné à limiter les flux migratoires transitant par la Mauritanie vers les îles Canaries.

Sur le plan local, diverses initiatives, souvent soutenues par des organisations internationales, viennent compléter cet effort. Par exemple, le **Programme de Protection, de Retour et de Réintégration des Migrants en Afrique subsaharienne**, mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), offre une assistance directe aux migrants les plus vulnérables. Cette aide inclut notamment des solutions d'hébergement, un accès à des soins médicaux, ainsi qu'une aide alimentaire.

Cependant il apparaît que, à l'instar de nombreux pays de transit et de départ, la politique de l'immigration de la Mauritanie reste centrée sur la lutte contre l'immigration clandestine et le contrôle des frontières pour satisfaire aux demandes de l'union européenne. Ainsi il existe un décalage important entre les politiques proposées et la demande et les besoins des migrants. Notre étude a montré la vulnérabilité de ce public et un sentiment fort d'être délaissé par des acteurs institutionnels qui ne leur accordent pas d'espace d'échanges sur leurs situations.

L'idée de confronter les récits dominants, déjà construits, argumentés et contrôlés par les organisations qui les portent (municipalités, institutions, médias, monde artistique), aux récits individuels des personnes vulnérables, souvent isolées, conduit à une situation foncièrement inégalitaire. C'est pourquoi notre approche

d'interaction entre les parties prenantes et les migrants s'articule autour de deux dimensions : 1) après avoir recueilli les récits individuels, nous consoliderons collectivement ces récits en identifiant les dénominateurs communs, et en les renforçant par des rencontres avec des personnes extérieures pour argumenter puis soutenir la proposition ; 2) nous agrégerons ces récits de trajectoires et d'aspirations individuelles par la réalisation d'un documentaire qui sera un outil important pour répondre au défi politique identifié.

La situation d'extrême vulnérabilité concerne essentiellement les migrants mauritaniens candidats au départ et les migrants en transit en provenance des pays frontaliers (Mali, Sénégal, Guinée notamment). Lors des Entretiens croisés, cette catégorie de groupe cible est confrontée à un sentiment de menace de révéler des situations administratives illégales, et donc de courir des risques vis-à-vis des autorités. Afin de créer les conditions d'un dialogue équitable avec les acteurs politiques et institutionnels, et de neutraliser cette menace, nous avons privilégié la participation des leaders communautaires, des associations intermédiaires de soutien et de lutte pour les droits des immigrés sous-régionaux. Cette démarche a permis d'assurer une médiation et un dialogue équitable entre les différentes parties prenantes et d'identifier les principaux politiques auxquels des recommandations ont été faites.



3. Analyse des défis et recommandations

L'enjeu principal de la phase de dialogue est de trouver les leviers nécessaires pour que les propositions et réflexions issues de ces rencontres soient entendues et prises en compte (dans la mesure du possible) par les acteurs de politiques publiques et la société civile. Il faut dépasser cette approche, privilégiée par les pouvoirs publics (et intériorisée par une grande majorité de l'opinion publique) où les questions liées à l'immigration relèveraient exclusivement des prérogatives de l'Etat. Dans les échanges avec notre panel d'immigrés et parties prenantes, certains élus ont mis l'accent sur la nécessité de développer un débat inclusif sur les questions migratoires. Construire un débat inclusif nécessite de sortir des approches polarisées. Il faut promouvoir une information objective, donner la parole aux migrants eux-mêmes, et impliquer tous les acteurs : élus, société civile, et citoyens. Les médias jouent un rôle clé pour déconstruire les stéréotypes et présenter des récits positifs. Enfin, il est crucial de mettre en avant les bénéfices d'une gestion solidaire et équilibrée de la migration pour les sociétés d'accueil comme pour les migrants. Certains élus soulignaient que dans leurs mairies, ils collaborent avec des associations et des partenaires locaux pour proposer des actions favorisant l'intégration à travers des activités culturelles et des soutiens administratifs. Ces initiatives visent à permettre aux personnes de s'intégrer pleinement à la vie de la commune. Cependant, pour améliorer durablement la gestion de la migration, il est crucial de renforcer la coopération entre les différents acteurs : autorités locales, État, société civile et partenaires internationaux. Une approche plus structurée et inclusive permettrait de garantir le respect des droits des migrants tout en maximisant leur apport au développement national.

Deux défis majeurs ont été soulevés

- 1) Développer une information auprès du public des acteurs institutionnels et associatifs pour les sensibiliser sur la situation des immigrés et favoriser l'émergence de cadre de concertations sur cette question.**

Le film produit est un excellent outil pour mobiliser le public et amorcer les échanges pour impliquer la société civile et les migrants pour créer les conditions d'un dialogue entre tous ses acteurs.

Pour contribuer à la traduction de ces recommandations en politiques publiques aux niveaux local et national, le Grdr s'appuiera sur les espaces de concertation

multi-acteurs qu'il a contribués à créer. En Mauritanie, le Grdr a la charge d'un mécanisme appelé Programme concerté pluri-acteurs (PCPA) aux côtés de l'ONG Ecodev et Alianza. Ces mécanismes PCPA, pilotés par l'Agence Française de Développement (AFD), visent à rapprocher les pouvoirs publics et la société civile et seront l'un des principaux leviers pour que les recommandations issues des phases de dialogue soient entendues et trouvent leur place.

Le PCPA, baptisé *Graines de Citoyenneté*, intervient dans six régions de Mauritanie, avec l'ambition de couvrir à terme l'ensemble des régions du pays. Ce programme s'appuie sur une approche territoriale, avec un cadre de concertation établi dans chaque région, appelé *noyau fédérateur*. Ce noyau fédérateur regroupe des organisations de la société civile (OSC), des institutions et des élus. L'un de ses principaux objectifs est de renforcer le dialogue entre les OSC et les autorités.

2) Renforcer les capacités d'agir des organisations de la société civile.

Le constat partagé par les membres du panel est la nécessité d'aider les organisations à se doter de moyens techniques et financiers pour agir.

Sur le plan législatif, les associations peuvent se constituer, cependant elles sont peu nombreuses. Deux axes d'orientation ont été soulignés :

- proposer de la formation aux responsables associatifs au niveau de la gestion, du plaidoyer et de la gouvernance, et essaimer les initiatives de certaines collectivités territoriales qui développent des partenariats d'actions avec ces associations.
- inciter les ONG à associer les associations locales dans toutes les actions liées au renforcement de la société civile.

Le Grdr utilise par exemple le PCPA comme un espace de plaidoyer. Le programme prévoit également un mécanisme d'appui technique et financier pour renforcer le développement des compétences des organisations de la société civile. En termes de financement, la migration est un thème éligible, ce qui permet aux associations de proposer des activités de sensibilisation ou des débats entre les migrants, les jeunes mauritaniens et les autorités mauritaniennes.





opportunities

for a fair narrative on migration